

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 09/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NOVACYL

Usine de Saint-Fons Chimie
Rue Prosper Monnet - BP53
69190 Saint-Fons

Références : UDR-CRT-26-046-AC
Code AIOT : 0006112348

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement NOVACYL implanté Usine de Saint-Fons Chimie Rue Prosper Monnet - BP53 69190 Saint-Fons. L'inspection a été annoncée le 18/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOVACYL
- Usine de Saint-Fons Chimie Rue Prosper Monnet - BP53 69190 Saint-Fons
- Code AIOT : 0006112348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société NOVACYL, dont la désignation commerciale est SEQENS, exploite à Saint-Fons (Rhône) une unité de fabrication d'aspirine. Cette unité est implantée au sein de la plateforme du groupe SYENSQO.

Le site est classé Seveso seuil bas au titre de la nomenclature des installations classées et relève également de la directive IED relative aux émissions industrielles.

Son fonctionnement est encadré par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2015 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Méthodes d'échantillonnage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.II	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traitement des eaux sanitaires	AP de Mise en Demeure du 04/02/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	Respect des VLE	AP de Mise en Demeure du 04/02/2025, article 2	Levée de mise en demeure
3	Surveillance des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 04/02/2025, article 3	Levée de mise en demeure
4	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 4.3.9 et 4.3.10	Sans objet
5	Programme d'autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 9.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 04 mars 2026 avait pour objectif de vérifier le retour à la conformité du site suite à la mise en demeure prononcée par arrêté préfectoral du 04/02/2025.

A l'issue de la visite, l'Inspection constate que l'exploitant a répondu à l'ensemble des demandes formulées, à l'exception de la mise en place du système de traitement des eaux sanitaires dans le délai imparti. Dans ses échanges avec l'inspection, l'exploitant a indiqué vouloir mettre en place des micro-stations de traitement mais, compte tenu des délais inhérents à la procédure d'achat du groupe et à la réalisation des travaux, il ne peut envisager un retour à la conformité avant septembre 2027.

Considérant que l'exploitant a fourni des éléments solides et compte tenu du délai nécessaire aux travaux, l'Inspection propose à Mme la préfète de lever la mise en demeure prononcée par arrêté préfectoral du 04/02/2025. Elle propose également que la réalisation des travaux décrits par l'exploitant lui soit prescrite dans le délai proposé par un arrêté préfectoral complémentaire dont le projet est joint au présent rapport.

Lors de la visite des installations, l'Inspection a constaté le dysfonctionnement du système de réfrigération du préleveur automatique des eaux résiduaires. Il convient que l'exploitant répare cet équipement au plus vite et mette en place les mesures permettant d'assurer le suivi de ces températures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traitement des eaux sanitaires

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/02/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en place de micro-stations
Prescription contrôlée : La société NOVACYL, implantée rue Prosper Monnet sur la commune de SAINT-FONS est mise en demeure, dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2015 modifié susvisé et de mettre en place un réseau d'assainissement de ses eaux sanitaires. Sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, il transmet à l'inspection des installations classées une étude technico-économique relative à la mise en conformité précitée, incluant la solution retenue.
Constats : L'exploitant a transmis les éléments suivants : - étude technico-économique (courrier HSE-SFS-MKT-001/25 du 03/10/2025) : cette étude conclut à la mise en place de 2 micro-stations d'épuration biologique pour le traitement des eaux usées de l'espace bureaux « Bungalow » et du bâtiment de production BAT 533. L'exploitant indique que la solution proposée est techniquement faisable mais doit faire l'objet d'appels d'offres puis d'une demande de budget d'investissement au groupe SEQENS ; - planning prévisionnel de mise en place du réseau d'assainissement (courrier HSE-SFS-MKT-002/25 du 17/12/2025) : compte tenu des procédures d'achat du groupe, l'exploitant prévoit la réalisation des appels d'offres au premier semestre 2026 en vue d'une validation du plan d'investissement en novembre 2026. Le chantier serait mené à compter de juin 2027 pour une réception prévue en septembre 2027. Compte tenu des délais inhérents à l'établissement des budgets d'investissement du groupe et à la réalisation des travaux, l'exploitant n'est pas en mesure de respecter le délai de mise en conformité de son réseau d'assainissement des eaux sanitaires prévu dans l'arrêté de mise en demeure (échéance au 06/02/2026) et propose de fixer ce délai au 3ème trimestre 2027.

<p>Considérant la transmission de l'étude technico-économique demandée proposant la mise en place de 2 micro-stations d'épuration biologique de traitement des eaux usées, d'éléments justifiant l'impossibilité de réaliser les travaux dans le délai imparti et la proposition d'un nouveau délai de mise en conformité, l'Inspection propose de considérer que l'exploitant a rempli les exigences fixées par l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure et d'acter le délai de mise en conformité proposé par la prise d'un arrêté préfectoral complémentaire dont le projet est joint au présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Respect des VLE

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/02/2025, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, VLE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société NOVACYL, implantée rue Prosper Monnet sur la commune de SAINT-FONS est mise en demeure, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les valeurs d'émission (VLE) fixées pour les eaux résiduaires du site qui sont envoyées au GEPEIF pour traitement, et définies aux articles 4.3.7 et 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2015 modifié susvisé. A défaut, elle transmet à l'inspection des installations classées un porter à connaissance afin de mettre à jour les prescriptions concernant les VLE fixées pour les eaux résiduaires. L'examen de cette demande se fera également au regard du respect des MTD des BREF applicables au site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection un porter à connaissance (courrier HSE-SFS-CDL-002/25 du 13/06/2025) demandant l'application des VLE définies dans la convention de rejet établie avec le GEPEIF, station d'épuration industrielle qui assure le traitement des eaux résiduaires du site. Cette demande concerne le paramètre pH.</p> <p>Cette demande a été actée par l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDPP-DREAL 2025-183 du 23/09/2025.</p> <p>L'IIC considère que l'exploitant a rempli ses obligations vis à vis de cette demande.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Surveillance des rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/02/2025, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAFRespect des fréquence de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

La société NOVACYL, implantée rue Prosper Monnet sur la commune de SAINT-FONS est mise en demeure, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment :

- l'exploitant applique les fréquences et modalités de surveillance de la qualité de rejets aqueux définies à l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2015 modifié susvisé ;
- l'exploitant transmet les résultats de son autosurveillance au moyen de l'application GIDAF dans le respect des délais définis à l'article 58.IV de l'arrêté ministériel du 02 Février 1998.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection le planning prévisionnel des campagnes d'analyses trimestrielles des eaux de refroidissement du site (courrier HSE-SFS-CDL-001/25 du 25/02/2025). Les campagnes suivantes ont été réalisées : 12/03/2025, 19/05/2025, 28/07/2025, 31/10/2025. Elles respectent bien la fréquence trimestrielle définie à l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21/07/2015. Les rapports et résultats de ces campagnes ont bien été transmis via l'application GIDAF.

En séance, l'exploitant a présenté le planning prévisionnel des campagnes trimestrielles prévues en 2026 : 9/02/26, 26/05/26, 20/07/26 et 12/10/26. La campagne du 09/02/26 a bien été réalisée.

Les résultats de l'autosurveillance ont été transmis au moyen de l'application GIDAF dans les délais définis à l'article 58.IV de l'arrêté du 02/02/1998, à savoir au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure, sauf pour les déclarations des mois de juillet et août.

L'IIC considère que l'exploitant a rempli ses obligations vis à vis de cette demande. Il doit rester vigilant vis à vis de l'organisation mise en place et s'assurer qu'elle permet le respect des délais de transmission des déclarations GIDAF, en particulier lors des périodes de congés estivaux.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 4.3.9 et 4.3.10

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.

Constats :

L'Inspection a analysé les résultats des surveillances réalisées de janvier 2025 à janvier 2026.

Concernant le suivi des eaux de refroidissement, un seul dépassement de température a été constaté.

Concernant le suivi des eaux résiduaires (eaux industrielles), des dépassements ponctuels en DCO ont été constatés : l'exploitant a indiqué qu'ils étaient dus au nettoyage et aux arrêts ponctuels des ateliers. Depuis le mois d'octobre et l'entrée en application des nouvelles VLE applicables au paramètre pH (voir point de contrôle n° 2), des dépassements de pH sont toujours constatés. L'exploitant a indiqué en séance que depuis le dépôt du porter à connaissance, la station du GEPEIF (station d'épuration industrielle qui traite les eaux résiduaires du site) avait subi une modification de la nature des effluents entrants (arrêt du site de Polytechnyl, redémarrage de l'atelier Vanilline de Specialty Operations). Ces modifications ont eu un impact sur le pH des effluents reçus et à traiter et le GEPEIF a demandé à Novacyl de neutraliser ses effluents. Cette neutralisation est réalisée par un ajout de soude, mais la conception du point d'ajout ne permet pas de doser de manière appropriée la quantité de soude et un phénomène d'inertie entraîne des dépassements forts du pH avec des valeurs très basiques. L'exploitant est en train de mettre en place un analyseur de pH en ligne sur la cuve de stockage des eaux résiduaires associée à une régulation automatique de l'ajout en soude, ceci afin d'ajuster la valeur du pH des effluents en fonction des besoins du GEPEIF.

Suite à ces modifications de fonctionnement du GEPEIF, ce dernier et l'exploitant sont en train de revoir la convention d'acceptation des effluents.

L'Inspection considère que ces dépassements des valeurs du pH des eaux résiduaires sont sans impact sur le milieu dans la mesure où les effluents sont traités dans une station d'épuration et que le pH des rejets en sortie de cette station sont conformes aux exigences réglementaires fixées pour le GEPEIF. Les conditions d'acceptation des effluents sont validées quotidiennement entre Novacyl et le GEPEIF.

Il convient cependant que l'exploitant régularise sa situation selon les conditions de rejet qui seront établies avec le GEPEIF. Dès la signature de la convention, il transmettra cette dernière à l'Inspection et demandera, le cas échéant, une modification des prescriptions applicables aux rejets d'eaux résiduaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Programme d'autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 9.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures comparatives

Prescription contrôlée :

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Constats :

<p>Une fois par trimestre, l'exploitant fait procéder à une analyse de ses effluents au niveau de ses 2 points de rejet (eaux de refroidissement vers le milieu naturel, eaux résiduaires vers la station de traitement du GEPEIF). En 2025, ces prélèvements ont été réalisés par la société IRH Ingénieur Conseil (accréditation COFRAC n° 1-7208) et les analyses effectuées par le laboratoire EUROFINs (accréditation COFRAC n° 1-2091).</p> <p>Pour les campagnes réalisées en 2026, l'exploitant devra veiller à bien ajouter le paramètre pH pour la surveillance des eaux résiduaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Méthodes d'échantillonnage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Méthodes d'échantillonnage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, l'Inspection s'est rendue aux points de prélèvements. Concernant l'échantillonneur des eaux de refroidissement, aucune anomalie n'a été constatée : la température indiquée par le préleveur était de 5,2°C. Concernant l'échantillonneur des eaux résiduaires, l'Inspection a constaté que la température affichée était de 14,6°C, ce qui correspond à la température extérieure du jour. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un relevé de la température affichée par l'appareil les jours précédents.</p> <p>Le Guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE, publié par la DGPR en février 2022 (https://aida.ineris.fr/sites/default/files/guides/Guide_echantillonnage_substances_eau_ICPE_VF_02_2022.pdf) précise au chapitre 2.1..A : « Dans le cas d'un recours à un échantillonneur automatique, celui-ci devra être réfrigéré, fixe ou portatif, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de 5 ± 3 °C durant toute l'étape de prélèvement. Pour cela, il est recommandé de contrôler la température au minimum en début et fin d'opération. »</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Demande n° 1 : l'exploitant s'assure que la température de l'enceinte réfrigérée des préleveurs automatiques du site est bien comprise dans l'intervalle 5 ± 3 °C. Il met en place les dispositions nécessaires pour suivre et vérifier ces températures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois